

PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL
du 2 octobre 2025 à 18h30

Présents :

Messieurs MENG – BARIL – BOUVET – GUERSENT – GILLES – GOSSET – SURRE

Mesdames – BAUDART-LAURENS – COUSIN – DAVID – DUVAL – GROLLIER – PREY

Absents excusés : M. PIEDELEU et Mme ROIGNANT

Procurations : M. PIEDELEU à Mme COUSIN et Mme ROIGNANT à M. BOUVET

Mode du vote : ordinaire

Secrétaire de Séance : MME COUSIN Martine

LE QUORUM CONSTATE,

ORDRE DU JOUR :

- 1- APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 2 JUIN 2025
- 2- FONDS D'AIDES AUX JEUNES DE LA MÉTROPOLE ROUEN NORMANDIE POUR 2025
- 3- FAA FONCTIONNEMENT 2025
- 4- OUVERTURE ANTICIPÉE DES CRÉDITS EN INVESTISSEMENTS POUR 2026
- 5- CONVENTION AVEC L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE NORMANDIE PARCELLE AC 118 2 RUE DU PORT
- 6- VENTE DES PARCELLES AC 144 ET 311 SISES 2 ET 4 RUE DE LA RÉPUBLIQUE
- 7- ENGAGEMENT DE LA COMMUNE DANS LA COP ROUEN 2030
- 8- RECENSEMENT DE LA POPULATION 2026
- 9- CONTRAT ASSURANCE STATUTAIRE AVEC LE CDG76

Monsieur le Maire propose d'ajouter à l'ordre du jour de la séance du conseil municipal le point 10- Amélioration, du système de vidéoprotection : demande de subvention au Département et à la Métropole Rouen Normandie. Le conseil municipal accepte à 14 voix pour et 1 contre d'ajouter ce point.

-
- 10-AMÉLIORATION DU SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION : DEMANDE DE SUBVENTION AU DÉPARTEMENT ET À LA MÉTROPOLE ROUEN NORMANDIE

<i>I– ADOPTION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU</i> <i>2 JUIN 2025</i>

Monsieur le Maire rappelle que le procès-verbal du conseil municipal du 2 juin 2025 a été envoyé à tous les membres du conseil le 11 août 2025 par mail et demande s'il y a des observations.

Aucune observation n'étant faite, le Procès-verbal de la séance du 2 juin 2025 est adopté à l'unanimité des membres présents et représentés.

II – FOND D'AIDE AUX JEUNES 2025

Rapporteur : Jacques MENG

La Commune de La Bouille est sollicitée comme les 70 autres communes de la Métropole pour participer financièrement en 2025 au Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) mutualisé sur le Territoire de la Métropole Rouen-Normandie

La participation sollicitée est de 23 centimes d'euros par habitant, soit pour 721 habitants un montant de 165.83 € pour La Bouille.

En 2024, le FAJ a soutenu 525 jeunes pour un montant total de 270 495.36 € sur le territoire de la Métropole.

Cette aide est directement mobilisable par les jeunes Bouillais et habitants de la Métropole en s'adressant à la Mission Locale de Rouen, antenne de Grand-Couronne. Il est proposé au conseil de participer de nouveau à ce fonds mutualisé pour l'année 2025 à hauteur de 23 centimes par habitants.

Martine Cousin explique qu'elle assiste tous les 15 jours à une visioconférence avec la Métropole et la Mission Locale et a ainsi connaissance des dossiers locaux.

Monsieur le Maire explique que malgré la communication faite sur ce dispositif il n'y a actuellement pas de Bouillais qui demande cette aide.

Christine PREY demande en quoi consiste cette aide. Martine COUSIN répond qu'il s'agit par exemple d'aider les jeunes de 18 à 25 ans à financer une partie de leur permis de conduire, de leur octroyer une aide de subsistance ou bien pour les aider dans leur installation.

Monsieur le Maire appelle au vote : 15 votes pour l'adhésion au FAJ.

Le Conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, décide d'adhérer au fonds d'aides aux jeunes pour l'année 2025.

III – FAA FONCTIONNEMENT 2025

Rapporteur : Clément BOUVET

Le Fonds d'Aide à l'Aménagement en fonctionnement dit « FAA fonctionnement » a pour objectif d'alléger les charges des petites communes de la Métropole Rouen Normandie pour leurs dépenses d'entretien courant.

Ce fonds est doté d'une somme de 75 000 € répartie à part égale entre les 45 communes concernées et dans la limite de 3 000 € par commune.

Cette participation financière est accordée à hauteur de 50 % des factures HT. Le versement est effectué en une seule fois pour l'année sur demande entre le 1er septembre et le 30 novembre de l'année N.

Il est demandé au Conseil municipal de solliciter le FAA fonctionnement de la Métropole sur les dépenses suivantes :

Dératisation allée des Saules avec Normandie Dératisation
pour 700 € HT

Dératisation allée des Frênes avec Normandie Dératisation
pour 600 € HT

Mise à jour des plans d'intervention et d'évacuation mairie-école pour 1 282 € HT

Élagages avec Elag'Eure pour 2 270 € HT

Location balayeuse avec Halbourg pour 510 € HT

Mise en place de panneau routier à la peupleraie pour 213.42 € HT

Vérifications électriques salle polyvalente : 1 085.73 € HT

Vérifications installations électriques mairie - école : 353.95 € HT

TOTAL 7 015.10 € HT

Plan de financement :

FAA fonctionnement Métropole : 3 000.00 €

Commune de La Bouille : 4 015.10 €

TOTAL 7 015.10 € HT

Jean-Jacques BARIL précise que les plans d'intervention et d'évacuation n'étaient plus à jour depuis 15 ans.

Le Conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, autorise Monsieur le Maire à présenter un dossier de demande de subventions à la Métropole Rouen Normandie selon le plan de financement ci-dessus.

IV – OUVERTURE ANTICIPÉE DES CRÉDITS EN INVESTISSEMENT POUR 2026

Rapporteur : Clément BOUVET

Vu l'article L 1612-1,

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal d'autoriser les dépenses d'Investissement à hauteur de 25% des dépenses 2025 avant le vote du budget 2026 :

Ce qui représente pour la commune de La Bouille,

- au chapitre 16 (hors remboursement d'emprunts) : 50 € (25 % du chapitre 016 du budget 2025 qui était de 200 €)
- au chapitre 020 : 2 500 € (25 % du chapitre 020 du budget 2025 qui était de 10 000 €)
- au chapitre 021 : 545 625 € (25% du chapitre 021 du Budget 2025 qui était de 2 182 500.55 €).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés vote l'autorisation des dépenses d'investissement avant le vote du budget 2026 à hauteur de 50 € soit 25 % des dépenses d'investissement 2025 pour le chapitre 016, à hauteur de 2 500 € soit 25% des dépenses d'investissement 2025 pour le chapitre 020 et à hauteur de 545 625 € soit 25% des dépenses d'investissement 2025 pour le chapitre 021.

V – CONVENTION AVEC L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE NORMANDIE – PARCELLE AC 118 2 RUE DU PORT

Rapporteur : Jacques MENG

La commune de La Bouille souhaite mobiliser l'établissement public foncier de Normandie (EPF Normandie) pour concourir à la réalisation de son projet de rénovation urbaine d'habitat conformément au zonage et à une OAP du PLU : zone URP5-OAP 131 A

En effet, l'EPF Normandie a pour vocation de réaliser des opérations immobilières et foncières de nature à faciliter l'aménagement, ainsi que des études et travaux contribuant aux mêmes objectifs. Il assure également la maîtrise d'ouvrage de certaines opérations de résorption de friches, à la demande et au bénéfice des collectivités locales et de leurs établissements publics.

Par lettre du 20 septembre 2024, le Maire a sollicité l'EPFN en vu d'une prolongation du délai de portage au-delà de 5 années pour la parcelle AC 118 ex-pharmacie.

En effet, cette parcelle a été acquise le 3 septembre 2020 par l'EPFN sur demande de la commune pour la réalisation de l'opération de rénovation urbaine prévue au PLU.

Des esquisses de projet de reconstruction sur cette parcelle ont fait l'objet d'une consultation préalable des services de la DDTM de la Préfecture.

Par mail du 11 septembre 2024, ce service a fait savoir que ce terrain était grevé de nouvelles contraintes dans le cadre des études en cours pour le futur PPPRI car se trouvant dans une future bande de précaution de 50 mètres en bord de Seine.

Ces nouvelles prescriptions étant de nature à retarder le projet et l'échéance de rachat du terrain étant fixé au 3 septembre 2025, une demande d'allongement du délai de portage s'imposait.

Il est donc proposé au conseil municipal de formaliser la demande d'intervention de la commune auprès de l'EPF Normandie, d'approuver la convention d'intervention proposée par cet établissement, et d'autoriser le Maire, ou son représentant, à la signer.

Cette convention de maîtrise foncière a pour objet de déterminer les modalités de l'intervention de l'EPF Normandie dans le périmètre défini conventionnellement, pour le compte de la commune, et d'en définir les financements associés.

Un principe de portage sur 5 ans a été retenu, avec une possibilité toutefois pour la commune de solliciter un portage entre 5 et 10 ans sous condition de respecter une règle d'équilibre. par exception, un portage entre 10 et 15 ans pourra être accordé par l'EPF Normandie, sur sollicitation de la commune, pour les « grandes opérations d'aménagement.

En toute hypothèse, la commune a une obligation de rachat des bien portés par l'EPF Normandie à l'issue du portage, quel que soit le délai retenu.

Elle peut solliciter que ce rachat se fasse au profit d'un tiers acquéreur par substitution, dans les conditions définies conventionnellement.

Le coût de rachat, ainsi que les interventions cofinancées dans le cadre du partenariat EPF-Région pour les études urbaines, études techniques et travaux, sont précisés à la convention (Cf Article 4.1 de la convention d'interventions pour le délai de rachat).

La commune est tenue de respecter des engagements d'ordre général et des engagements particuliers pour le foncier, détaillé à la convention d'intervention ci-annexée.

Ludovic GUERSENT demande ce qu'il se passera au bout de 10 ans. Le Maire répond qu'il faudra que la commune achète la parcelle.

Ludovic GUERSENT demande si le prix change au fil des années. Le Maire répond que pour l'instant non mais à la 7ème année, il y aura des frais annuels supplémentaires à hauteur de 1% soit environ 1 500 €.

Brigitte DUVAL demande s'il s'agit du principe d'hypothèque. Le Maire répond, non, un portage ressemble à un prêt relai qui est pris en charge par l'EPF en tant qu'intermédiaire.

Où cet exposé

Après en avoir délibéré, à 14 voix pour et 1 abstention,

Le conseil municipal :

Sollicite l'intervention de l'EPF Normandie pour les missions visées dans la convention d'interventions annexée à la présente délibération. Étant précisé que le projet de convention d'interventions ci-annexé pourra faire l'objet de quelques modifications non substantielles dans le respect des modalités approuvées.

Approuve la caducité de la Convention de réserve foncière en date du 13 mars 2020, laquelle sera substituée par le nouveau dispositif contractuel de la convention d'interventions susvisée.

Approuve ladite convention et autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ladite convention, ainsi que tout document nécessaire à son exécution ;

S'engage à ce que la commune rachète ou fasse racheter par un des tiers visés à la convention d'intervention annexée à la présente délibération les biens acquis au plus tard le 3 septembre 2026. Soit de solliciter un portage pour une durée comprise entre 5 et 10 ans à compter de la date d'acquisition des biens en demandant un report d'échéance (Cf convention d'interventions) ;

Autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

VI – VENTES DES PARCELLES AC 144 ET 311 SISES 2 ET 4 RUE DE LA RÉPUBLIQUE

Rapporteur : Jacques MENG

Le conseil municipal du 16 septembre 2024 a décidé d'accepter l'offre de 600 000 € faite par le promoteur, la SAS Les Rives en Seine pour l'acquisition des parcelles AC 144 et AC 311.

Cette offre prévoyait la réalisation de 23 logements pour 1 609 m² habitable et une signature de promesse de vente avant le 20 septembre 2024 ce qui n'a pas été fait à ce jour.

Les différents projets proposés à l'Architecte des Bâtiments de France accompagné de l'inspecteur des sites de la DREAL n'ont pas reçus l'agrément de ces derniers en entraînant une révision et un retard dans le dépôt d'un permis de construire.

De nouvelles études doivent être menées avec un nouveau projet revu à la baisse en vu de la réalisation d'un maximum de 19 logements ou équivalents en activité d'une surface globale minimale de 1 350 m² habitable.

Cette réduction du programme de l'ordre de 17 % va renchérir les coûts de construction au mètre carré habitable et met en péril l'équilibre économique de la construction.

Dès lors le coût du foncier doit aussi être revu à la baisse pour ne pas abandonner le projet.

Après concertation, le promoteur consent à relancer les études et prendre en charge les coûts supplémentaires des esquisses architecturales moyennant une nouvelle offre d'achat des terrains.

Cette offre est de 500 000 €, soit une baisse de la proportion de la réduction du programme de 17% et reste acceptable pour la commune.

La condition suspensive reste similaire à savoir, obtention du permis de construire d'une surface minimale de 1 350 m² habitable purgée de tous recours.

Autres conditions particulières éventuelles : commercialisation des lots à 50% et priorité d'achat sur les parcelles AC 118 et AC 335 au prix maximum de 200 000 €.

Séverine BAUDART-LAURENS demande si une maquette du projet existe. Le Maire répond que les esquisses faites jusqu'à juin sont abandonnées puisque l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) a demandé des modifications au promoteur.

Brigitte DUVAL demande plus de précisions sur la clause : "commercialisation des lots à 50% et priorité d'achat sur les parcelles AC 118 et AC 335 au prix maximum de 200 000 €". La condition suspensive de commercialisation des lots à 50 % est une clause habituelle en VEFA (vente en l'état futur d'achèvement). Quant à la priorité d'achat des 2 parcelles ex pharmacie, elle concerne la phase 2 du projet de renouvellement urbain de l'OAP 131 A

Brigitte DUVAL demande si il y aura des propriétaires et des locataires et s'il pourrait y avoir des futurs meublés de tourisme de type Airbnb.

Le Maire répond que la vente se fera à des propriétaires qui pourraient par la suite louer à des locataires.

Clément BOUVET ajoute que l'on peut imaginer un règlement de copropriété où les Airbnb sont interdits.

Ludovic GUERSENT demande si la commune est propriétaire de toute la zone sur les bords de Seine.

Le Maire répond que 2 maisons appartenant à des particuliers restent entre les 2 projets.

Brigitte DUVAL demande s'il s'agit dans cette délibération d'une négociation de prix uniquement ou bien aussi d'architecture.

Audrey DAVID précise que l'ABF tout comme le promoteur sont très vigilants à ce que ce projet soit bien intégré dans le paysage de La Bouille, ce qui est le souhait principal de la commune.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et voté à 12 voix pour, 2 abstentions et 1 voix contre,

DÉCIDE :

- D'accepter l'offre de 500 000 € faite par la SAS Les Rives en Seine pour l'acquisition des parcelles AC 311 et AC 144 aux conditions visées ci-dessus.
- D'autoriser Monsieur le Maire à intervenir et signer la promesse de vente ainsi que l'acte de vente et tous les documents nécessaires à l'application de cette décision municipale.

Il est noté qu'en vertu de l'article R421-2 du Code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication au recueil des actes administratifs de la ville de La Bouille.

VII – ENGAGEMENT DE LA COMMUNE DANS LA COP ROUEN 2030

Rapporteur : Clément BOUVET

Après avoir déclaré l'urgence climatique en 2020 et pris des engagements en faveur de la neutralité carbone dans le cadre du challenge Cities Race to Zero, la mobilisation des acteurs du territoire dans la transition écologique (communes, entreprises, citoyens, associations...) avec la COP21 Rouen Normandie, reste une priorité majeure pour relever ces défis.

Initiée en 2017 avec l'appui du WWF France et de l'ADEME, la COP21 locale a conduit la commune de La Bouille à s'engager dans l'Accord de Rouen pour le Climat en adoptant des actions à réaliser en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, de la réduction des consommations d'énergie et de ressources et la préservation de la biodiversité. Alors que ces engagements ont été pour partie mis en œuvre et à l'heure où l'accélération des politiques de transition écologique est une nécessité, l'heure est à la remobilisation de l'ensemble des acteurs du territoire dans une nouvelle mobilisation dénommée « COP Rouen 2030 » ayant vocation à établir collectivement une feuille de route claire et ambitieuse à l'horizon 2030 pour accompagner notre transition social-écologique.

Depuis fin 2022, le Plan Climat Air Energie Territorial a été mis en révision, avec l'objectif fort d'atteindre la neutralité carbone en 2050 au plus tard et de s'adapter au changement climatique. Ce nouveau plan d'actions fixera les actions nécessaires à mettre en place d'ici 2032. Cette révision se fait en même temps que celle du Schéma de Cohérence Territoriale (Scot), le document d'urbanisme qui fixe les orientations d'aménagement à l'horizon 2050, dans un document global intitulé « SCoT AEC », abordant les enjeux de préservation de la biodiversité, d'adaptation au changement climatique et d'artificialisation des sols notamment. En 2024, un nouveau projet a ainsi été conçu pour imaginer notre territoire en 2050 : un plan ambitieux pour un avenir durable. C'est sur cette base que débute, avec le lancement de la COP Rouen 2030, le travail d'élaboration du plan d'actions Air Energie Climat, qui devra s'appuyer sur une mobilisation et un engagement renforcé des acteurs du territoire (communes, entreprises, citoyens, associations...).

Cette COP Rouen 2030, animée par la Métropole Rouen Normandie, doit permettre de renouveler ou identifier une série d'actions et de mesures concrètes dénommées « Engagements COP Rouen 2030 » qui seront rassemblées dans « l'Accord de Rouen pour le Climat #2 » signé par l'ensemble de ses contributeurs le 30 septembre 2025.

- Après avoir fait l'inventaire des actions relatives à l'air, à l'énergie et au climat déjà menées par la Commune de La Bouille notamment dans le cadre de la COP21 Rouen Normandie,
- Après avoir reconnu les actions à entreprendre, sur la base du catalogue des actions identifiées lors de l'atelier d'élaboration de la feuille de route des communes à horizon 2030 ayant eu lieu le 17 mars 2025,
- Après avoir consulté les agents municipaux compétents sur ces domaines,
- Après avoir débattu de ces propositions d'engagements avec les membres du conseil,

Monsieur le Maire propose que la Commune de La Bouille contribue à la transition sociale écologique en planifiant la mise en œuvre des engagements COP Rouen 2030 listés en annexe. Ces engagements seront inscrits dans « l'Accord de Rouen pour le Climat #2 », signé le 30/09/2025.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2121-29,

Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L 224-7 et L 224-8,

Vu les articles 173, 176, 188 de la loi N° 2015-992 du 17 Août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, dite Loi TECV,

Vu le décret N° 2015-1850 du 29 Décembre 2015 relatif à la cohérence des dépenses d'investissement des émetteurs avec une stratégie bas-carbone,

Vu le décret N° 2016-1442 qui adopte la Programmation pluriannuelle de l'énergie pour les périodes 2016-2018, et 2018-2023,

Vu le décret N° 2016-849 du 28 Juin 2016 qui précise les modalités d'application de l'article 188 de la Loi TECV,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 04/12/2018, approuvant les engagements de la commune de La Bouille dans le cadre de l'accord de Rouen pour le climat du 29 novembre 2018,

CONSIDÉRANT :

- que la COP21 Rouen Normandie a conduit la commune à s'engager dans l'Accord de Rouen pour le Climat le 29 novembre 2018, en adoptant des actions à réaliser en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, de la réduction des consommations d'énergie et des ressources et la préservation de la biodiversité,

- que le Plan Climat Air Energie Territorial a été mis en révision aux fins d'intégrer de nouvelles actions à mettre en place d'ici à 2032,

- l'intérêt de la commune de se mobiliser dans le cadre de la COP Rouen 2030 en vue d'adopter de nouveaux engagements dans le cadre de l'Accord de Rouen pour le Climat #2,

DÉCIDE à l'issue du vote :

Pour : 14

Contre : 0

Abstention : 1

- d'adopter les engagements de la commune listés en annexe en faveur de la COP Rouen 2030 selon l'Accord de Rouen pour le Climat #2

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer les documents inhérents aux engagements.

VIII – RECENSEMENT DE LA POPULATION 2026

Rapporteur : Clément BOUVET

La collectivité doit organiser au titre de l'année 2026, du 16 janvier au 15 février 2026 les opérations de recensement.

Il conviendra de recruter des personnels vacataires, conformément à la jurisprudence administrative, les intéressés devront être rémunéré à l'acte.

Il appartient donc au conseil municipal de déterminer un taux de vacation pour la rémunération des agents recenseurs.

Vu le Code Général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, notamment son article 1^{er} ;

Frédéric SURRE demande si beaucoup de gens ne répondent pas à l'agent recenseur alors on pourrait avoir une baisse de la population importante.

Clément BOUVET répond que oui c'est possible d'où l'importance de la communication.

Considérant la nécessité d'avoir recours à 2 vacataires, agents recenseurs.

Le conseil municipal décide à l'unanimité de 15 voix :

- D'autoriser Monsieur le Maire à recruter 2 vacataires du 9 janvier au 27 février 2026 ;
- De fixer le taux de vacation attribuables aux agents recenseurs vacataires forfaitairement pour la durée de la mission à 700 € nets ;
- D'inscrire les crédits nécessaires au budget.

IX – CONTRAT D'ASSURANCE STATUTAIRE CDG76

Rapporteur : Jacques MENG

Vu la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, et notamment son article 26 non encore transposé dans le CGFP

Vu le Décret n°86-552 du 14 mars 1986 relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux,

Vu le Code de la Commande Publique,

Le Maire expose :

- L'opportunité pour la commune de La Bouille de pouvoir souscrire des contrats d'assurance statutaire (CNRACL-IRCANTEC) garantissant un remboursement des frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut des agents de la Fonction Publique Territoriale ;
- Que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Seine-Maritime (CDG76) peut souscrire un tel contrat pour son compte, en mutualisant les risques

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

DÉCIDE :

- **D'adopter** le principe de recours à un contrat d'assurance mutualisant les risques statutaires entre collectivités et établissements publics et charge le CDG76 de souscrire pour le compte de la commune de La Bouille des conventions d'assurance auprès d'une entreprise d'assurance agréée.

Les contrats devront couvrir tout ou partie des risques suivants :

- Pour les agents affiliés à la CNRACL : congé de maladie ordinaire, congé de longue maladie et congé de longue durée, temps partiel thérapeutique, invalidité temporaire, congé pour invalidité temporaire imputable au service, congé de maternité, de paternité ou d'adoption, versement du capital décès
- Pour les agents non affiliés à la CNRACL : congé de maladie ordinaire, congé de grave maladie, congé pour accident de travail ou maladie professionnelle, congé de maternité ou d'adoption

Pour chacune de ces catégories d'agents, les assureurs consultés devront proposer à la commune une ou plusieurs formules.

Ces contrats d'assurance devront présenter les caractéristiques suivantes :

- Durée fixée à 4 ans à compter du 1^{er} janvier 2027
- Contrats gérés en capitalisation

Au terme de la mise en concurrence organisée par le CDG et en fonction des résultats obtenus (taux, garanties, franchises ...) le conseil municipal demeure libre de confirmer ou pas son adhésion au contrat.

- **De verser** aux services du CDG assurant la gestion complète du ou des contrats d'assurances, en lieu et place de l'assureur, des frais de gestion. Ces frais s'élèvent à 0.15 % de la masse salariale assurée par la collectivité.

- **D'autoriser** le Maire à signer les contrats en résultant.

<p><i>X – AMÉLIORATION DU SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION : DEMANDE DE SUBVENTION AU DÉPARTEMENT ET À LA MÉTROPOLÉ ROUEN NORMANDIE</i></p>

Rapporteur : Clément BOUVET

La commune de La Bouille souhaite renouveler et étendre son système de vidéoprotection.

Il vous est proposé de délibérer pour solliciter une subvention du Département de la Seine-Maritime et de la Métropole selon le tableau suivant :

Dépenses	Montant HT en euros
Installation nouvelle : caméras rue des Canadiens	5 701.50 €
Renouvellement du système de vidéoprotection du centre-bourg	3 450.00 €
Total	9 151.50 €

Recettes prévisionnelles :

Somme totale à financer	Département	Métropole FAA Investissement	Commune de La Bouille
9 151.50 €	2 745.45 €	3 203.03 €	3 203.03 €
100 %	30 %	35 %	35 %

TVA à la charge de la commune : 1 830.30 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité de 14 voix pour et 1 voix contre, autorise Monsieur le Maire à présenter le dossier de financement au Département et à la Métropole tel que réparti dans le tableau de financement présenté au conseil ci-dessus.

La séance est levée à 19h45

